

TEXTE ACTION **présenté par l'École Émancipée**

L'été 2024 a été marqué par des tensions géopolitiques, notamment la poursuite de la guerre en Ukraine et à Gaza et des coups d'État en Afrique de l'Ouest, tandis que des catastrophes naturelles, comme les incendies de forêt en Europe et en Amérique du Nord, ont exacerbé les crises humanitaires et la nécessaire inquiétude concernant le réchauffement climatique. La diplomatie a également été marquée par le début des discussions avec les préparatifs de la COP28 et le sommet des Brics, qui ont mis en lumière les divergences mondiales sur le climat et l'économie. Enfin, les événements sportifs, tels que les Jeux Olympiques de Paris, ont captivé l'attention internationale, enrichissant un petit nombre et reléguant les sujets sociétaux, géopolitiques, environnementaux au second plan, comme les naufrages à répétition de migrant·es ou la crise sociale et politique en Kanaky.

En France, au nom de "la stabilité institutionnelle", la décision du président Macron de ne pas nommer Lucie Castets, candidate du Nouveau Front populaire (NFP), comme Première ministre conduit à une restriction du "pacte" démocratique, subordonnant les choix politiques aux intérêts économiques, particulièrement ceux défendus par le Medef. Macron, en défendant ses réformes, les intérêts de la bourgeoisie, et en excluant tout programme économique alternatif à celui en place depuis 2017, fait de la démocratie un outil au service du capital et la bafoue, en s'asseyant sur les résultats des urnes. Nul doute que cette stratégie renforcera encore l'extrême droite en France, qui capitalise déjà sur le mécontentement populaire comme l'ont montré les dernières élections. Le SNES-FSU doit d'ailleurs se pencher sur le lien entre le parcours scolaire et le vote pour le RN pointé par certain·es chercheurs/euses.

La nomination de Barnier comme Premier ministre va permettre à la macronie de poursuivre ses réformes anti sociales, tout en donnant au RN le pouvoir de faire ou défaire le roi. Cela oblige les organisations syndicales à se positionner, à élaborer une riposte intersyndicale et à reprendre la bataille dans la rue, dans les entreprises comme à l'École.

C'est également un très mauvais signal concernant les droits et libertés : Barnier a voté contre le remboursement de l'IVG, la dépénalisation de l'homosexualité ou la loi Gayssot. Sa nomination n'est qu'une stratégie visant à créer une alliance des droites pour contrer la gauche, tout en préservant les politiques néolibérales face à la montée du Nouveau Front populaire.

Dans l'éducation, la rentrée s'est faite dans l'incertitude, sans ministre de plein exercice. Et "en même temps" dans une apparente sérénité : l'absence de ministre de plein exercice ayant permis d'éviter l'avalanche d'annonces médiatiques à la veille de la rentrée qui était devenue rituelle ces dernières années et qui ne visaient qu'à détourner l'attention des vrais problèmes de l'Education Nationale.

Pour autant, le constat est sans appel : échec de la politique éducative de l'ancien gouvernement et inefficacité des réformes imposées. La liste des difficultés est longue : absence de moyens suffisants, manque de postes, contractualisation d'une partie de nos services par le Pacte et absurdité du Choc des savoirs qui a encore dégradé les conditions d'études des élèves et amplifié l'impression de bricolage (différent d'un EPLE à l'autre), crise du recrutement et dégradation continue des conditions de travail des enseignant·es et donc des élèves. Face à cette crise, qui est également une crise de sens, il faut une refonte du système éducatif qui ne peut que passer par la restauration de moyens, une vraie mixité sociale, un abandon des prétendues réformes et l'attractivité du métier d'enseignant·e.

Dans les semaines et mois qui viennent, l'action syndicale doit donc porter sur :

- la revalorisation salariale, en lien avec l'amélioration des conditions de travail et la dénonciation du Pacte (qui a pour objectif de réduire les IMP et les HSE, en modifiant les statuts) ;
- le Pacte qui, avec la réduction des enveloppes d'HSE, pourrait conduire à ce que certaines missions particulières (voyages, EAS, ASSR...) soient rémunérées de cette manière : si l'opposition au Pacte doit rester notre boussole, il faut obtenir rapidement que ces missions, dont la rémunération n'a jamais été prévue par les textes, le soient dorénavant mais la forme doit être discutée (ISOE, NBI, IMP, décharge...) ;
- le dualisme scolaire, le fonctionnement et les subventions de l'enseignement privé étant toujours à dénoncer ;
- la baisse des effectifs par classe (à l'opposé des fermetures envisagées du fait de la baisse démographique) ;
- les missions et les statuts d'AED et d'AESH ;

- la lutte contre le choc des savoirs : il faut à nouveau outiller les collègues, maintenant que les choses s'appliquent plus ou moins, pour finir de "tuer" cette contre-réforme (sans oublier l'uniforme, gadget servant simplement à un discours réactionnaire) ;
- le contrôle continu et l'articulation notes / compétences pour le DNB de cette année qui doit rapidement être clarifiés ;
- un vaste chantier sur les bâtiments scolaires (rénovation, isolation, protection contre la chaleur excessive, adaptation aux PMR...) ;
- la formation initiale et continue, dossier suspendu : SNES-FSU doit être à l'initiative sur ce sujet, dans un cadre fédéral et intersyndical (dans la mesure du possible), et en lien avec les associations disciplinaires et de chercheur·es et formateurs/trices ;
- le lycée : contre le SNU, mais aussi contre un lycée qui épuise les personnels et qui trie les élèves et pas seulement à travers Parcoursup, sans oublier l'abandon du stage de Seconde ;
- la "pause numérique" qui apparaît comme une réponse partielle à une question de fond posée par le numérique, à savoir l'usage et l'impact des téléphones et réseaux sociaux sur la vie personnelle et scolaire des élèves ;
- les compétences psycho-sociales qui, en favorisant la "bienveillance" dans les relations humaines, notamment à travers le programme d'EVARS ou d'EMC, privilégient le développement personnel et l'adaptabilité au détriment de l'esprit critique et de l'émancipation des élèves ;
- les évaluations nationales et autres certifications qui entraînent un changement profond du fonctionnement de l'E.N. et de ses objectifs.

La revalorisation de **pensions** n'est pas encore connue. Elle ne saurait être inférieure à ce que fixe le code de la Sécurité Sociale. De même, les menaces sur les droits familiaux, notamment les pensions de réversion appelleront, si elles venaient à se concrétiser, une opposition totale de notre part.

Par ailleurs, **la défense de la démocratie** qui est menacée à la fois par les décisions unilatérales du président mais aussi par l'extrême-droite à court ou moyen terme doit également devenir le centre de notre réflexion car celle-ci n'en est ni à sa première ni à sa dernière crise. Il faut donc outiller les militant·es et les collègues autour des enjeux qui lui sont liés. La question de la proportionnelle, dans ce cadre, devra être posée, en prenant en compte ses avantages et ses limites. La lutte contre **l'extrême-droite** et ses idées doit également être au coeur de nos préoccupations et de notre action.

Le SNES-FSU participera aux initiatives féministes, notamment **la journée internationale de lutte pour le droit à l'avortement** par le collectif Avortement en Europe le 28 septembre prochain, le 25 novembre contre les violences faites aux femmes et le 8 mars avec la grève féministe.

Le SNES-FSU doit être à l'initiative d'actions intersyndicales et travailler à **la réussite du 1^o octobre**. Mais il doit aussi penser à un calendrier de mobilisations et de communications (le congrès fédéral allant offrir une tribune). La mobilisation des collègues se fera en abordant dans le cadre d'HIS et d'AG les causes politiques et idéologiques de la détérioration de nos métiers et du manque de valorisation pécuniaire et avec des appels à l'action clairs. Il faut également établir des mots d'ordre plus explicites et offensifs, par exemple, pour permettre un boycott des évaluations nationales...

Dans la perspective de construire **un nouvel outil syndical**, le travail des sections doit s'enraciner dans un travail local concret et régulier avec la CGT avec laquelle un processus de rapprochement est déjà en cours, sans négliger le travail en direction de Solidaires si c'est possible localement. En effet, on ne pourra construire ce nouvel outil syndical sans une forte dynamique militante à la base.

Face aux multiples dangers qui menacent et à la probable rigueur budgétaire qui se profile, ne serait-il pas temps de prendre exemple sur d'autres pays en proposant aux adhérent·es puis à l'intersyndicale et à toutes les collègues **une date "ultimatum" ou un compte à rebours** transmis au gouvernement avant le déclenchement d'un mouvement de grève et/ou d'actions de longue durée ? Pour ce faire, il faut exiger un plan pluriannuel d'investissement fondé sur les besoins (effectifs, bâti, titularisation...) recensés localement par les personnels. Penser cette action en ces termes revient, *in fine*, à défendre le service public face à l'enseignement privé.